

COVID-19

redaction@sonapresse.com

Des denrées alimentaires pour les premiers ouvriers de l'EEG

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

POUR soutenir les premiers responsables de l'Église évangélique du Gabon (EEG), en cette période difficile de crise sanitaire liée au Covid-19 et contribuer ainsi à l'avancement de l'œuvre de Dieu, le bureau national de l'Union chrétienne des femmes de l'église évangélique du Gabon (UCFEEG) a procédé, cette semaine, à leur ravitaillement en vivres. Un geste qui se voulait, selon la responsable de ce mouvement chrétien, l'ancienne de l'Église Christine-Murielle-Owono-Megnier-Mbo, une réponse à l'invite faite aux différents responsables des œuvres de l'EEG, de ravitailler ceux qui en sont aux premières loges, pendant le confinement. " Je puis vous dire que les femmes de l'UCFEEG ont répondu favorablement à cette invite et participent massivement au ravitaillement des ouvriers au sein de leurs paroisses respectives. C'est dans ce cadre que le bureau national et l'ensemble des départements nationaux n'ont pas voulu rester en marge. Nous avons pensé nous aussi ravitailler nos premiers ouvriers sur qui pèse la lourde charge de notre église ", a-t-elle précisé.

Un élan du cœur apprécié à sa juste valeur par le président de l'EEG, le révérend pasteur Augustin Bouengoune. Lequel a salué le dynamisme de ces femmes par cette exhortation: " C'est unis qu'on est forts si nous regardons dans la même direction ; si nous nous concertons et de manière consensuelle, nous arriverons à trouver ce qu'il faut faire. C'est seulement de cette manière que nous pouvons être forts. Mais si chacun regarde de son côté, je vous assure que nous n'allons arriver nulle part (...).

Et d'ajouter enfin que, c'est "au nom de Jésus que nous recevons ce ravitaillement et que Dieu vous bénisse ! "



Photo: SNN

Les membres de l'UCFEEF procédant à la remise des vivres à leur berger.

La Setrag débloque 150 millions de francs contre le Covid-19

JMN
Libreville/Gabon

LA Société d'exploitation du transgabonais (Setrag) a procédé à la remise d'un chèque de 150 millions de francs mercredi au ministre du Commerce, Hugues Mbadinga Madiya. Ce montant symbolique correspond au coût des actions que cette entreprise a choisies de mener dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Une initiative qui se veut surtout une réponse à l'appel à la solidarité lancé par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. La filiale gabonaise du groupe Eramet apporte ainsi son soutien aux populations vivant le long de la voie ferrée et au personnel soignant, à travers une caravane dénommée "Solirail" qui a débuté hier. Au cours de cette opération, Setrag va procéder à la distribution de 75 millions de francs de denrées alimentaires répartis en kits alimentaires de 50 000 FCFA par famille, 30 000 masques chirurgicaux, 5 000 masques alternatifs, 24 000 affiches

de sensibilisation, 1 000 litres de gels hydroalcooliques, 400 litres de savons liquides.

L'entreprise de transport ferroviaire va également mettre à disposition 25 stations de lavage de mains et financer l'organisation d'une campagne de sensibilisation en huit langues vernaculaires. Cette dotation sera remise à chaque étape aux autorités locales (préfets, maires, chefs de village), qui se chargeront de la répartition aux populations.

À cette caravane Solirail s'ajoute la gratuité de toutes les consultations hors Covid-19 dans les 8 unités de soins de la Setrag installées le long



Photo: PMF

Le DG de Setrag (à gauche) remettant le chèque symbolique au ministre du Commerce.

de la voie ferrée. "Ce n'est que la continuité de ce que nous avons commencé en apportant notre soutien matériel et financier à la

fondation Alain Ondo pour enfants drépanocytaires en mai dernier", a souligné Luis Renato Lombardo Torres, directeur général de Setrag.

Précision

Dans notre parution du 2 juillet 2020 à la rubrique "Fait du jour", dans l'article intitulé "Éducation: la reprise se précise", le proviseur du lycée d'application Nelson Mandela (LANM), un des établissements visités par nos reporters, a tenu à apporter une précision sur le dernier paragraphe dudit texte. Selon lui "notre établissement n'est pas en statu quo comme indiqué, mais bien fonctionnel. Et j'ai exigé un ordre de mission de la part des journalistes pour les recevoir car

je n'avais pas l'aval de la hiérarchie".

Néanmoins, peut-être est-il nécessaire de rappeler à monsieur le proviseur du LANM – comme à tous ceux qui s'y prennent de la sorte – que le journaliste dans sa mission d'informer l'opinion s'accorde peu des contingences administratives. Des contingences (trop) bien pesantes face à l'urgence d'informer.



